Conférence des ambassadeurs et des ambassadrices

Discours de M. Édouard Philippe, Premier ministre

Paris, 28 août 2019

(Seul le prononcé fait foi)

Monsieur le Ministre,

Madame la Secrétaire d'État,

Monsieur le Secrétaire d'État,

Mesdames et Messieurs les Ambassadrices et les Ambassadeurs,

«Quandoque bonus dormitat Homerus». J'aurais volontiers demandé à notre ambassadrice de France près le Saint-Siège de nous traduire cette locution que l'on doit à Horace et qui signifie quelque chose comme : «Il arrive parfois au bon Homère de s'endormir». J'ai eu le sentiment que, l'année dernière, en raison de sujets austères sur la réforme des réseaux de l'État à l'étranger que j'avais fait le choix d'aborder, certains avaient pu suivre l'exemple de l'auteur de l'Iliade et l'Odyssée. Je vais faire de mon mieux pour ne pas recommencer. J'espère que vous aussi.

Il est de bon ton de dire que la France serait un pays irréformable. Je l'ai toujours entendu dire, et parfois théorisé en opposant le monde anglo-saxon, où la réforme serait possible, alimentée par un moteur électrique et silencieux branché sur du courant continu, et la France, où serait seule possible la révolution brutale mue par un moteur pétaradant et à explosion. Je n'y ai jamais cru.

Quand j'ai commencé à m'intéresser à la vie publique - en 1981, allez savoir pourquoi - le prix du pain était réglementé. On payait en francs. On faisait son service national. Et la décentralisation n'avait pas encore eu lieu.

Depuis, les choses ont considérablement changé. Et notre pays, malgré ce que l'on peut entendre, dire ou croire, s'est profondément transformé. Bien souvent, nous avons bénéficié des pleins effets de ces transformations des années, voire des décennies après leur mise en oeuvre. J'évoquais le service national, nous nous souvenons tous dans cette salle des débats qui ont présidé à cette décision. Elle pouvait être contestée. Elle peut d'ailleurs l'être encore à certains égards par certains. Mais elle nous a permis d'adapter progressivement notre outil militaire, et de lui donner une force et un professionnalisme qui participent à la fierté que nous avons de notre pays. Et ce qui est vrai au niveau national est vrai au niveau local : des villes ont profondément changé, sous l'effet de politiques publiques (Bordeaux, le Havre, Nantes ou Lyon).

Plus récemment, nous avons conduit des transformations, dont certaines très puissantes. Des transformations qui ont concerné des sujets difficiles. Complexes. Qu'on considérait à bien des égards, comme étant irréformables. Je pense au transport ferroviaire et à la réforme qui a conduit, notamment, à la disparition du statut de cheminot à la SNCF. À l'orientation dans l'enseignement supérieur. La création de Parcours Sup a très profondément transformé la façon dont notre jeunesse accès à l'enseignement supérieur. Et elle va très profondément transformer la façon dont on envisage le premier cycle de l'enseignement supérieur. Je pourrais y ajouter la réforme de l'assurance-chômage ou celle du baccalauréat. Donc, oui, la France se transforme. De manière très profonde. Dans la quasi-totalité des domaines de la vie économique et sociale. Et cela va continuer. Parce que notre ennemi, ce n'est pas le mouvement, mais le statu quo.

C'est le sens de l'acte II du quinquennat que j'ai présenté au Parlement au moins de juin dernier lors de ma déclaration de politique générale. Comme vous l'avez sans doute suivie en direct - en dépit pour certains d'un décalage horaire conséquent - je vous ferai grâce d'une seconde version. L'objectif de cet acte II consiste au fond, à poursuivre le mouvement de transformation de notre pays tout en modifiant la méthode. Il s'agit de faire en sorte qu'à la vitesse verticale et percutante du début du quinquennat, on substitue la puissance horizontale de la concertation. Ne vous y trompez pas, la méthode est différente, mais la pression appliquée est identique pour préparer l'avenir du pays et celui des Français.

Préparer l'avenir, c'est accélérer la transition écologique de notre économie et de la société. Nous le faisons avec des projets de lois qui permettent de mettre en place des mécanismes nouveaux. Ce sera le cas s'agissant de la lutte contre le gaspillage et de l'économie dans quelques semaines au Parlement. Nous le faisons avec des mécanismes d'investissement qui permettent de transformer la façon dont nous envisageons par exemple la rénovation énergétique des bâtiments. Nous le faisons par une action diplomatique dont vous connaissez tous les ressorts. Nous le faisons dans tous les domaines de l'action publique, pour préserver la biodiversité, pour accompagner la transformation de notre agriculture. Cela n'est jamais un exercice simple, mais nous avons la conviction que c'est un exercice indispensable.

Préparer l'avenir, c'est aussi mettre en place un système universel de retraites. Un système qui prévoit les mêmes règles pour tous dans un pays qui compte 42 régimes différents de retraites. Un système qui, progressivement et sans porter atteinte aux droits acquis, mettra fin aux régimes spéciaux. Et qui incitera à travailler plus longtemps pour tenir compte de l'évolution de l'espérance de vie. Nous allons prendre le temps de la concertation. Avec les organisations syndicales : je recevrai leurs représentants dès la semaine prochaine. Mais aussi avec les Français dans le cadre d'un débat ouvert où toutes les situations seront évoquées et étudiées.

Comme l'écrit non sans malice John Steinbeck au début du chapitre 25 d'un curieux roman qui s'intitule «Rue de la Sardine» : «Il est certes stupide de croire aux présages et aux signes. Personne n'y croit, mais nul ne les néglige». Alors, ne négligeons pas quelques indicateurs ou quelques résultats. A fortiori quand ces résultats sont le fruit de transformations que vous avez conduites ou que vous animez.

Des résultats, nous en obtenons progressivement dans le domaine de l'emploi. De façon continue. Le chômage baisse et connaît son plus bas niveau depuis dix ans (8,5%, et même 8,2% en France métropolitaine). Les créations d'emploi sont au plus haut dans le secteur marchand et dans les PME.

Des résultats, nous en obtenons progressivement dans la gestion de la dépense publique. C'est, en 2018, un déficit public nettement inférieur et pour la deuxième année consécutive, à 3% du PIB. C'est une dette publique, que pour la première fois depuis dix ans, nous avons réussi à stabiliser. Ce sérieux budgétaire, c'est une dépense publique qui recule de 0,3% en volume en 2018 : c'est inédit et toutes les administrations ont contribué à ce résultat. Ce qui est également inédit, ce sont les baisses d'impôts ! Des baisses qui concernent l'IS, mais aussi l'impôt sur le revenu des personnes physiques et bien sûr la suppression de la taxe d'habitation, et qui atteindront d'ici à la fin du quinquennat, un total de 30 milliards d'euros.

Des résultats, notre pays en a obtenu dans le domaine de l'investissement étranger. Pour la première fois depuis dix ans, la France est passée devant l'Allemagne. Elle talonne le Royaume-Uni. Notre pays demeure de loin la première terre d'accueil d'investissements industriels et de R&D en Europe. C'est un domaine dans lequel nous pouvons faire toujours mieux et sur lequel chacun d'entre nous peut se mobiliser. Vous savez l'impact qu'ont eu les réunions organisées à Versailles en 2018 puis en 2019. Nous allons continuer à organiser ces réunions, et je souhaite que vous puissiez de façon systématique expliquer aux acteurs économiques étrangers ce que nous faisons, les raisons pour lesquelles investir en France est une bonne idée.

Des résultats, nous en avons obtenu dans le domaine du commerce extérieur où vous avez accompagné la mise en oeuvre de guichets uniques dans nos régions et à l'étranger. Il serait sans doute un peu malhonnête d'y voir une relation de cause à effet avec le niveau historique qu'ont atteint nos exportations en 2018. En revanche, on peut voir dans ces bons chiffres, la conséquence d'un pays qui devient plus compétitif. Pour la première fois depuis longtemps, le commerce extérieur contribue de nouveau à la croissance du PIB.

Des résultats, nous en avons également obtenus dans le domaine du tourisme. Les chiffres de 2018 ont été exceptionnels. Ceux de 2019 - qu'il faudra consolider - devraient également être satisfaisants. Et je ne parle pas uniquement du nombre de touristes, mais aussi de l'investissement touristique ou de la dépense moyenne par touriste étranger. Et grâce à l'adossement du réseau Atout France sur celui de Business France qui nous rapprochera encore des marchés émetteurs, nous devrions mettre toutes les chances de notre côté pour que cela continue.

Permettez-moi également de dire un mot de l'accueil des étudiants étrangers. Nous avons conduit une très belle réforme. Difficile, mais ô combien nécessaire. Avec comme objectif d'attirer, dans un contexte très concurrentiel, plus d'étudiants étrangers.

Mais que ce développement ne se fasse pas grâce à une compétitivité prix, mais parce que nous proposons des filières d'excellence, et que nous sommes capables de sélectionner les meilleurs lorsqu'ils ne sont pas en mesure de venir en France.

C’est donc un changement d’approche, dont je sais qu’il a causé beaucoup d’émoi dans les universités, dans les postes diplomatiques. Notre objectif est de rendre notre système d’enseignement supérieur très attractif. Je voudrais dire qu’alors même que les droits ont été augmentés en 2019 - une augmentation qui, soit dit en passant, nous conduit à des niveaux qui demeurent très inférieurs à ce que proposent les autres pays européens en matière d’accueil des étudiants étrangers, et très en deçà du coût réel de la formation - il n’y a pas de diminution du nombre d’étudiants étrangers en France. Si l’on croit les derniers chiffres de dossiers pré-consulaires, leur nombre serait même en hausse de 2,4%. Cela veut dire que nous devons nous inscrire dans cette démarche, qui va transformer la façon d’accueillir les étudiants étrangers. On note également des tendances intéressantes comme une hausse de 20% des étudiants d’origine indienne.

Tous ces résultats sont d’autant plus remarquables, que vous les avez obtenus en conduisant la mise en oeuvre de la réforme CAP 22. Avec ce que cette transformation a pu impliquer d’interrogations, voire d’inquiétudes. Un an après, l’essentiel du travail a été fait et bien fait, ce dont je veux vous remercier.

Nous avons désormais un schéma qui se précise, qui se clarifie avec, d’un côté, un Quai d’Orsay qui réfléchit à la meilleure répartition des réseaux de l’État à l’étranger, pays par pays et secteur par secteur, qui réfléchit, mais qui est aussi le garant de cette bonne répartition, et de l’autre, un ambassadeur qui a la main sur l’ensemble des ressources support de son ambassade, et qui peut proposer les évolutions nécessaires dans ses équipes en fonction des priorités politiques qui lui sont fixées.

Vous connaissez peut-être ce conseil que Choiseul aurait donné à Talleyrand, selon Chateaubriand qui le rapporte dans ses Mémoires d’Outre-Tombe : «Il ne faut pas s’enterrer sous les papiers, il faut seulement trouver des hommes qui les débrouillent. Alors, la journée a plus de vingt-quatre heures». Les hommes - et les femmes - qui débrouillent les papiers, nous les avons. C’est vous. Mais la meilleure manière de ne pas s’enterrer sous les papiers, c’est encore d’en limiter la prolifération. En supprimant les redondances et le travail en silo. Jean-Yves Le Drian me dira si ses journées ont enfin plus que vingt-quatre heures.

Voilà, en quelques mots, ce que nous mettons en oeuvre pour accroître et déployer l’influence de la France dans le monde. Je pourrais y ajouter le lancement, à l’occasion de cette conférence des ambassadeurs, de la nouvelle architecture de la «marque France» à l’étranger, qui s’appliquera à tous les réseaux de l’État et à leurs opérateurs en-dehors des frontières. Vous en serez les garants localement.

Mais ce sur quoi je voudrais insister, c’est sur cette cohérence qui existe entre transformation intérieure et transformation extérieure, entre ce que nous faisons ici pour réparer le pays, pour le rendre plus attractif, plus compétitif, et la transformation de notre réseau à l’étranger.

Parce que la puissance d’un pays ne dépend pas uniquement de son personnel diplomatique ou de ses forces armées. Aussi professionnels et talentueux soient-ils. Elle dépend aussi et même surtout, de ces millions de Français qui créent, qui innovent, qui produisent, se forment, enseignent, administrent ou qui s’installent à l’étranger.

Il est de bon ton également de deviser sur le degré de puissance de la France dans la monde. Le président de la République a indiqué hier que son objectif était de permettre à la France de demeurer une puissance d'équilibre. Nous devons savoir si la France a les moyens techniques, diplomatiques, militaires, économiques et humains de défendre ses intérêts, ses valeurs et sa vision du monde. Le président de la République à l'occasion du G7 a rappelé à ceux qui pouvaient en douter que nous étions cette puissance d'équilibre. Nous devons continuer à oeuvrer en ce sens.

Elle continuera de le faire en Europe. Nous venons de connaître des élections européennes. Je ne reviens pas sur leurs résultats ni sur le débat que, pour ma part, j'ai trouvé utile. Il est en effet toujours utile de clarifier les choses quand les forces politiques se recomposent, voire se décomposent. Et si j'en crois le taux de participation des électeurs français, je n'ai pas été le seul à le trouver utile. Durant ce débat, le président de la République a eu l'occasion de développer sa vision d'une «Europe renaissante». Et c'est cette vision que nous allons faire vivre avec le nouveau Parlement européen et la nouvelle Commission. Les sujets ne manquent pas. J'en retiendrai pour ma part, deux principaux, du moins pour les quelques mois qui viennent.

Le premier, c'est évidemment le Brexit. Il y a un an, nous avions une probabilité raisonnable d'organiser une sortie ordonnée du Royaume-Uni. Cette probabilité est désormais nettement plus faible. La responsabilité du gouvernement est de préparer le pays à faire face à toutes les éventualités, notamment les plus difficiles. Dès le mois d'avril 2018, le gouvernement, les administrations ont travaillé à la mise en oeuvre d'un plan national de préparation au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne sans accord. J'en ai moi-même lancé officiellement la mise en oeuvre le 17 janvier 2019. Comme vous le savez, une loi promulguée le 19 janvier 2019, a autorisé le gouvernement à légiférer par ordonnances dans un certain nombre de domaines prioritaires. Nous disposons, à l'heure actuelle, d'un cadre juridique complet qui comprend 7 ordonnances, 8 décrets et plusieurs arrêtés, pour faire face à une sortie sans accord. Nous avons également recruté des fonctionnaires supplémentaires pour assurer les contrôles à la frontière, en particulier plusieurs centaines de douaniers et de vétérinaires. Dans une quinzaine de jours, vers la mi-septembre, je présiderai une réunion avec tous les ministères concernés pour maintenir un niveau maximal de mobilisation. Je sais que vous suivez tous avec beaucoup d'attention et parfois avec un peu de surprise, l'évolution de ce dossier et les décisions prises par nos amis britanniques, mais nous devons être prêts et défendre nos intérêts.

La seconde grande priorité, c'est la refonte de Schengen. L'Europe est un espace pleinement souverain qui détermine et qui contrôle qui entre ou non sur son territoire. Et c'est la raison pour laquelle nous devons certainement «remettre Schengen sur ses deux jambes» : la liberté intérieure d'un côté, qui est un acquis précieux ; le contrôle extérieur de l'autre. L'un ne peut s'envisager sans l'autre.

Comme l'a dit le président de la République, la France, avec bon nombre de ses partenaires, fera des propositions en ce sens. Nous devrons aussi traiter le sujet dans toutes ses dimensions, en travaillant de manière encore plus étroite avec les pays d'origine et de transit sur les questions de réadmission, de conditionnalité de

notre assistance ou d'accès aux visas. Plus nous serons précis, rigoureux et fermes sur ces questions, plus nous créerons, dans nos démocraties, les conditions d'un débat apaisé.

Nous devrons enfin accentuer tout ce que nous avons mis en oeuvre en France. Nous sommes ainsi parvenus à créer une sorte de continuum de l'action de l'État dans ce domaine, qui s'étend des préfectures aux ambassades. Nous avons désormais les moyens d'effectuer un suivi précis des filières d'immigration irrégulière. Je l'ai dit lors de ma déclaration de politique générale au mois de juin dernier : nous devrons affronter sans excès, mais sans fausse pudeur, certaines réalités relatives à la pression migratoire. Pour nous assurer par exemple, que les demandeurs d'asile choisissent la France pour ses valeurs, sa langue, sa culture et non parce que son système serait plus favorable que celui des autres pays européens. Pour préserver aussi ce trésor national qu'est le droit d'asile. Dès le mois de septembre, le Parlement aura l'occasion pour la première fois de débattre de ces questions. Et le gouvernement en tirera les conséquences qui s'imposent.

Au fond, l'enjeu pour l'Europe est de reconstruire sa souveraineté. De reprendre ce «contrôle» dont parlait hier le président de la République. Dans un monde où prévaut désormais le rapport de force. Le danger, c'est que l'Europe sorte par la petite porte de l'Histoire. Et qu'elle devienne le terrain de jeu des autres puissances. Cela implique de se doter des moyens de résister à la pression, notamment à l'extraterritorialité des lois américaines. Cela implique aussi, comme le veut le président de la République, de reconstruire la relation avec la Russie malgré les difficultés. Je m'y suis moi-même employé en recevant Dimitri Medvedev au Havre le mois dernier.

La France défendra donc ses valeurs en Europe. Elle les défendra également dans le monde. Non pour «refaire le monde» mais plutôt pour éviter à ce monde de se «défaire» pour reprendre une formule célèbre d'Albert Camus.

Parce qu'il n'aura échappé à personne que ce monde, le nôtre, se défait au sens propre du terme. «Physiquement», «biologiquement», dans tous les pays dans lesquels vous résidez. Y compris bien sûr en France. Comme beaucoup, j'ai mis du temps à considérer que ces enjeux étaient aussi urgents que la défense de l'emploi ou de la sécurité. Et comme beaucoup, je les considère désormais comme étant déterminants pour l'emploi, la compétitivité de nos entreprises, notre santé et in fine, pour notre sécurité. Je ne reviens pas sur les annonces que j'ai développées. Je voudrais seulement insister sur le total alignement de planètes entre ce que nous faisons en France, ce que nous voulons faire en Europe et ce que nous défendrons au niveau international. Et montrer en quoi lier ces trois dimensions est la seule manière pour nous, d'avoir une diplomatie écologique efficace. Le président de la République a rappelé hier la densité de l'agenda diplomatique sur ces sujets.

Notre monde menace de se défaire aussi de l'intérieur sous l'effet du creusement des inégalités. Sous l'effet aussi de l'absence de perspectives, y compris dans nos pays industrialisés. Je ne reviens pas ici sur la crise que nous avons connue en France et qui, à bien des égards, n'est pas terminée. On ne m'ôtera pas de l'idée que le désarroi qui s'exprime en France s'est aussi exprimé ailleurs, sous d'autres formes. Je crois que la conjonction terrible entre la baisse de pouvoir d'achat des

classes moyennes pendant dix ans, l'absence de perspectives pour soi-même, pour ses enfants, le sentiment d'éloignement vis-à-vis de la prise de décision n'est plus une préoccupation uniquement nationale, mais bel et bien un sujet international. Et que d'une certaine manière, la réduction des inégalités devient peu à peu un objet d'ordre public mondial. C'est la raison pour laquelle le président de la République a voulu en faire un des thèmes centraux du G7 de Biarritz.

Enfin, notre monde - celui de la norme, du respect de la dignité humaine, de la vie privée, celui de la juste contribution - se défait aussi à mesure qu'il se dématérialise. Sur ce sujet aussi, l'opinion publique change ; demande plus de contrôle, de normes, de régulation, de responsabilité. Et le discours volontariste, responsable, que tient la France depuis maintenant un certain temps, fait son chemin. D'autant que ce discours, ouvert sur l'innovation mais ferme sur les principes, s'accompagne d'initiatives. La France accueillera ainsi à l'OCDE, l'équivalent du GIEC pour l'intelligence artificielle ; comme elle a hébergé le sommet TECH4GOOD. Elle a également lancé, avec la première ministre néozélandaise Jacinda Ardern, l'appel de Christchurch pour lutter contre la diffusion en ligne de contenus terroristes et extrémistes. Des initiatives qui naissent ou se prolongent chez nous, en France et que nous défendons en Europe. On ne peut pas «être réel» quand il s'agit de gagner de l'argent et virtuel dès qu'il faut respecter l'État de droit. Il y a là comme un bug.

«Savoir-faire et conscience» ! Parfois, tout est dans le titre. En particulier dans celui-ci qui est le titre de la retranscription d'un entretien de 1963 entre Steven Marcus, un critique littéraire américain, et Norman Mailer. Pour être honnête, cet entretien, qui figure dans un recueil au titre également évocateur de «Morceaux de bravoure», n'a pas grand-chose à voir avec les relations internationales. Il traite de l'importance du style en littérature. Mais, après tout, il n'y a pas que dans la littérature que le style a son importance. Dans la diplomatie aussi. Ces derniers jours nous ont d'ailleurs donné des illustrations éloquentes de différences de styles.

Quoi qu'il en soit, ce titre de «savoir-faire et conscience» m'a semblé assez bien résumer votre feuille de route. Une feuille de route qui consiste à mettre votre immense savoir-faire, celui de la diplomatie française, au service de nos valeurs. Et d'une forme de conscience. Qu'il s'agisse de faire appel à la conscience de décideurs, étatiques ou non. Ou de relayer des consciences individuelles et collectives qui s'expriment. Je pense à celles des jeunes générations. Et comme le dit très bien Mailer à la fin de cet entretien, «dans le meilleur des cas, vous touchez la conscience de votre époque et ainsi, indirectement, vous affectez le cours de l'Histoire, de celle qui vient juste après vous». J'ai le sentiment que ceux qui viennent juste après nous, comptent plus que jamais sur nous et sur vous.

Je vous remercie./.

(Source : site Internet du Premier ministre)